

Unité Interdépartementale 25-70-90  
Pôle éolien-déchets - Antenne de Vesoul  
24 boulevard des Alliés  
70000 Vesoul

Vesoul, le 19/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FERS ET METAUX**

29 Rue de la Gare  
70220 Fougerolles-Saint-Valbert

Références : UID257090/SPR/ViM/2026-0218A  
Code AIOT : 0005902166

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2025 dans l'établissement FERS ET METAUX implanté 14 Rue des Saules 70000 Noidans-lès-Vesoul. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite d'inspection fait suite à de multiples plaintes récurrentes sur une période de plus de quinze ans (1ère plainte enregistrée en 2008, dernière plainte reçue le 27/06/2025) émanant de voisins directs de l'établissement FERS ET METAUX concernant des nuisances causées par la pollution de l'atmosphère (émission de poussières provenant des installations de broyage de déchets de bois) : 5 établissements d'entreprises professionnelles, et 1 habitant pavillonnaire, relayés par la mairie de Noidans-les-Vesoul.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FERS ET METAUX
- 14 Rue des Saules 70000 Noidans-lès-Vesoul
- Code AIOT : 0005902166
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FERS ET METAUX exploite une plate-forme de regroupement, de tri et de valorisation de déchets métalliques et banals, d'emballage.

L'établissement est implanté sur la commune de Noidans-les-Vesoul, sur la zone industrielle des Saussis.

L'établissement est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral n°3249-01 du 14 décembre 2005.

Au sein de cet établissement, la société FERS ET METAUX exploite en particulier un atelier de broyage de déchets de bois relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) : installation de traitement de déchets non dangereux.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Plainte
- Pollution

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 14/12/2005, article 2.1, 22.2, annexe I, annexe II	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Activités relevant de la rubrique 3532	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R. 511-9, Annexe, rubrique 3532	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Hauteur des dépôts de déchets de bois	Arrêté Préfectoral du 14/12/2005, article 2.1, annexe I, rubrique 1530	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Nuisances causées au voisinage	Arrêté Préfectoral du 14/12/2005, article 21 et 24.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre des entrées/sorties	Arrêté Préfectoral du 14/12/2005, article 24.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection a permis :

- de faire le point le point sur la situation administrative du site, notamment concernant la rubrique 2791 de la nomenclature des ICPE (atelier de broyage de déchets de bois), à partir des données fournies par l'exploitant sur les entrées/sorties de déchets de bois du site ;
- de constater qu'un éventuel classement de l'installation de broyage de déchets de bois au titre de la rubrique 3532 de la nomenclature des ICPE n'est pas exclu ;
- de mettre en évidence les 5 non-conformités suivantes :

- \* absence de dossier et d'informations suffisantes portant sur les installations de broyage de déchets de bois (capacités de traitement), et sur les modifications apportées à leur mode d'utilisation (fréquence des activités de broyage) ;
- \* absence de dossier et d'informations suffisantes portant sur un éventuel classement au titre de la rubrique 3532 des installations de broyage de déchets de bois ;
- \* absence de dispositifs permettant de s'assurer que la hauteur maximale de 4 mètres pour les dépôts de déchets de bois stockés à l'extérieur est respectée ;
- \* le voisinage est incommodé par les poussières émises par l'établissement FERS ET METAUX (atelier de broyage de déchets de bois), qui sont en outre susceptibles de nuire à sa santé ;
- \* cette situation (nuisances causées au voisinage par les envols de poussières) contraste de manière significative avec celles prévues par l'exploitant dans ses 2 dossiers de demande d'autorisation.

Aussi, l'inspection des ICPE propose de mettre en demeure l'exploitant :

- de respecter les prescriptions suivantes :
  - \* hauteur des dépôts de déchets de bois (délai : 1 mois) : s'assurer du respect de la hauteur maximale et prendre les mesures correctives qui s'imposent si ce n'est le cas ;
  - \* nuisances causées au voisinage (envol de poussières) : réduire suffisamment, dans un délai de 6 mois, les émissions de poussières dans l'atmosphère, provoquées par les activités de broyage des déchets de bois, de manière à supprimer les inconvénients causés au voisinage et les risques pour la santé des personnes concernées ;
- de porter à la connaissance du préfet, dans un délai de 6 mois, les éléments d'information nécessaires, sous la forme d'un dossier comportant l'ensemble des éléments techniques et des pièces justificatives, devant permettre de régulariser la situation administrative de son établissement, d'apprécier l'impact des installations sur l'environnement, et d'évaluer le caractère substantiel des modifications apportées, à savoir notamment :
  - \* en précisant les capacités de traitement des installations de broyage de déchets de bois (à reclasser au titre de la rubrique 2791 de la nomenclature des ICPE), et les modifications apportées à leur mode d'utilisation (fréquence des activités de broyage) ;
  - \* en précisant l'éventuel classement au titre de la rubrique 3532 de la nomenclature des ICPE ;
  - \* en mettant à jour l'évaluation des impacts sur l'air des rejets à l'atmosphère provoqués par les activités exercées sur son site industriel (activités de broyage des déchets de bois), sur la base d'une étude environnementale prenant notamment en compte les nuisances dont les riverains se plaignent, et comprenant un diagnostic, une étude technico-économique, et un plan d'actions correctives visant à réduire drastiquement les nuisances causées par ces envols de poussières.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre des entrées/sorties

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/12/2005, article 24.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conditions d'exploitation (déchets)

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, l'heure, le nom du producteur, la nature et la quantité de déchets et l'identité du transporteur, le numéro d'immatriculation du véhicule et les observations s'il y a lieu. Il est systématiquement établi un bordereau de réception. Chaque sortie fera l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'entreprise de valorisation ou d'élimination, la nature, la quantité du chargement et l'identité du transporteur. Les enregistrements sont consignés sur un document de forme adaptée (registres, fiches d'enlèvement, listings informatiques, etc.), conservés par l'exploitant et laissés à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours de l'examen sur place, l'exploitant montre le registre des entrées/sorties des déchets de bois du site pour l'année 2025. Il se présente sous la forme d'un document électronique (tableur Excel) classant les données de manière mensuelle (1 onglet par mois). Les champs du tableau sont la date de l'événement, le nom de l'entreprise à l'origine ou à destination du déchet, la quantité de déchet entrant ou sortant du site, la qualité du déchet de bois transporté (A ou B). Chaque événement enregistré correspond à l'entrée ou la sortie d'un camion chargé de déchets de bois. Il ressort de l'examen de ce registre sur les 2 derniers jours précédant la présente visite, les mouvements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le 21/05/2025 : 69,85 t en entrée ; 141,65 t en sortie ;</li> <li>- le 22/05/2025 : 33,45 t en entrée ; 177,55 t en sortie.</li> </ul> <p>Rappel : en tant qu'exploitant d'installations de gestion de déchets (transit, regroupement, traitement, expédition, etc.), la SAS FERS ET METAUX est tenue de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ; cet arrêté définit les informations constitutives des registres des déchets entrants et sortants.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Situation administrative

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/12/2005, article 2.1, 22.2, annexe I, annexe II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement des activités et catégories de déchets admissibles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2005  Les installations autorisées à être exploitées, dont la liste gure en annexe I, sont situées [...]</p> <p>Article 22.2 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2005  Les déchets admis sur le site doivent appartenir aux catégories précisées en annexe II au présent arrêté.</p> <p>Annexe I de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2005  La liste figurant ci-dessous (installations concernées par une rubrique de la nomenclature des ICPE) a été mise à jour sur la base des informations communiquées par l'exploitant, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le courrier de l'exploitant daté du 19/12/2012 qui demande le bénéfice des droits acquis suite à la parution du décret n°2010-369 du 13 avril 2010 modifiant significativement la nomenclature des</li> </ul>

ICPE pour la thématique déchet ;

- le dossier reçu le 30/07/2019 par lequel l'exploitant a porté à la connaissance du préfet son projet de mise en œuvre de nouvelles activités de gestion de déchets (rubrique 2716), avec l'admission sur le site de nouveaux déchets (cendres générées par des chaudières biomasse).

- rubrique 2713-2 - Déclaration : installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, avec une capacité de stockage occupant une surface de 750 m<sup>2</sup> ;

- rubrique 2714-1 - Enregistrement : installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, avec une capacité de stockage de 15 000 m<sup>3</sup> ;

- rubrique 2716-2 - Déclaration : installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, avec une capacité de stockage de 480 m<sup>3</sup> ;

- rubrique 2718-1 - Autorisation : installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, avec une capacité de stockage de 258 t ;

- rubrique 2791-1 - Autorisation : installation de traitement de déchets non dangereux, avec une capacité supérieure ou égale à 10 t/j (broyeur à bois de 550 kW intervenant par campagne : 2 jours par semaine).

Annexe II de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2005

La liste figurant en annexe II recense les catégories de déchets admis sur le site industriel FERS ET METAUX.

#### **Constats :**

Compte-tenu des quantités observées sur le registre des entrées/sorties des déchets de bois du site lors de la visite sur place le 23/05/2024 (cf. point de contrôle ci-avant « Registre des entrées/sorties »), l'inspection des ICPE a demandé à l'exploitant, par courriel le 26/05/2025, de communiquer les informations suivantes :

- une copie du registre d'entrée et du registre de sortie des déchets en bois du site sur la période allant du 01/04/2024 au 23/05/2025 ;

- les quantités en tonne de bois qui ont été traitées (par broyage) quotidiennement sur le site sur la même période ;

- les caractéristiques techniques de l'installation de broyage installée sur le site : marque, puissance, capacité de broyage (en tonne/jour), etc.

Par courriel le 27/05/2025, l'exploitant a transmis :

- une copie (sous format électronique) du registre des entrées/sorties des déchets de bois du site sur la période allant du 03/06/2024 au 23/05/2025 ;

- une fiche indiquant les caractéristiques techniques de l'installation de broyage installée sur le site : broyeur bois MORBARK 7600 ; puissance 500 kW ; production 35 t/h.

Il précise dans son courriel que les quantités en tonne traitées par broyage sont les sorties.

Il ressort de l'examen de ces données (bilan sur les 12 derniers mois de l'année glissante) les valeurs suivantes :

- quantité totale de déchets de bois broyé : 12 214 t ;

- quantités quotidiennes de déchets de bois broyés (les jours de broyage) :

\* valeur mini = 5 t/j ; valeur maxi = 190 t/j ; valeur moyenne = 62 t/j ;

- nombre de jours d'activités de broyage de déchets de bois :

\* 198 jours ; 60 jours, durant lesquels la quantité quotidienne de déchets de bois broyés a été supérieure à 75 t/j.

- fréquence des activités de broyage de déchets de bois :
- \* valeurs inférieures ou égales à 2 j/semaine : sur moins de 5 % du temps au cours de l'année (durant les fêtes de fin d'année) ;
- \* valeurs supérieures ou égales à 4 j/semaine : sur environ 70 % du temps au cours de l'année ; (broyage tous les jours de la semaine : sur plus de 30 % du temps au cours de l'année)
- \* valeur moyenne : environ 3,9 j/s.

#### Conclusion

Il est donc nécessaire de mettre à jour la situation administrative de l'établissement FERS ET METAUX, à savoir :

- la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des ICPE ;
- la liste des catégories de déchets admis sur ce site industriel, par ajout de la catégorie de déchets 10 01 01 (mâchefers, scories et cendres sous chaudière) ;
- fixer, pour les installations relevant de la rubrique 2791, une capacité de traitement de déchets non dangereux (activités de broyage de déchets de bois) ;
- revoir la fréquence des activités de broyage de déchets de bois.

#### Non-conformité n°1

absence de dossier et d'informations suffisantes portant sur :

- les installations de broyage de déchets de bois (capacités de traitement), en application des articles L. 513-1 et R. 513-1 du code de l'environnement (fonctionnement au bénéfice des droits acquis) ;
- les modifications apportées à leur mode d'utilisation (fréquence des activités de broyage), en application de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2005, ainsi que des articles L. 181-14 et R. 181-46 du code de l'environnement (conformité aux dossiers et modifications).

Par conséquent, l'inspection des ICPE propose de mettre en demeure l'exploitant de porter à la connaissance du préfet, dans un délai de 6 mois, les informations correspondantes nécessaires, sous la forme d'un dossier comportant l'ensemble des éléments techniques et des pièces justificatives, devant permettre de régulariser la situation administrative de son établissement, d'apprécier l'impact des installations sur l'environnement, et d'évaluer le caractère substantiel des modifications apportées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

#### **N° 3 : Activités relevant de la rubrique 3532**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 02/05/2013, article R. 511-9, Annexe, rubrique 3532

**Thème(s) :** Situation administrative, Classement des activités

#### **Prescription contrôlée :**

Rubrique n°3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

(rubrique créée par le décret n°2013-375 du 2 mai 2013)

Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE (autorisation) :

- traitement biologique,
- prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération,
- traitement du laitier et des cendres,

- traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants.  
[...]

#### Constats :

Il ressort des données communiquées par l'exploitant concernant les quantités de déchets de bois broyés, sur la période des 12 derniers mois (cf. le précédent point de contrôle « Situation administrative »), que :

- les 12 214 t de déchets de bois broyés en 1 an sont répartis en bois de classe A (47 %) et en bois de classe B (53 %) ;
- sur les 198 jours d'activités de cet atelier, l'exploitant a broyé une quantité de déchets de bois supérieure à 75 t/j sur 60 jours (valeur moyenne : 62 t/j ; valeur maxi : 190 t/j) ;
- ce bois broyé part ensuite soit pour être utilisé comme combustible (chaudières à bois) [a priori bois de classe A], soit pour la fabrication de panneaux de particules de bois [a priori bois de classe B] ;
- les 2 principaux clients sur cette filière (87 %) sont CF2P (Lure) et CFP (Saint-Loup-sur-Semouse) : usines de fabrication (CF2P) ou de transformation (CFP) de panneaux de particules de bois [a priori pour la fabrication des panneaux et comme combustible] ;
- le bois de classe B part exclusivement à destination des sites exploités par CF2P (54 %) et de CFP (46 %) ;
- le bois de classe A part en grande partie vers le site exploité par CF2P (74 %) ; la part restante se répartit entre différents autres clients (comme combustible) : OUGIER, UEM METZ, VEOLIA VIPS, etc. ; le site exploité par CFP n'est pas destinataire de bois de classe A.

Compte-tenu de la part significative de jours (de l'ordre de 30 %, sur les 12 derniers mois) où l'exploitant a dépassé le seuil de 75 t de déchets de bois broyés, se pose la question d'un éventuel classement de cette installation au titre de la rubrique 3532 (valorisation de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour) de la nomenclature des ICPE. Dans le cas présent, il s'agit d'examiner si cette activité de valorisation de déchets de bois par broyage correspond à la caractéristique suivante : « entraînant l'activité de prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération », à savoir les déchets de bois broyés utilisés comme combustibles par les clients de la société FERS ET METAUX doivent-ils ou non être considérés comme entrant dans la catégorie des déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération ?

À notre connaissance :

- la société CFP exploite au sein de son établissement sis à Corbenay (à proximité de Saint-Loup-sur-Semouse) des installations de combustion relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910-B-1 (chaudières alimentées en biomasse) de la nomenclature des ICPE ;
- la société CF2P exploite au sein de son établissement sis à Lure des installations :
  - \* de combustion relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3110 (séchoirs alimentés par du bois à l'état naturel et autres bois) de la nomenclature des ICPE ;
  - \* de fabrication de panneaux de particules à base de bois relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3610-c de la nomenclature des ICPE.

En première approche, compte-tenu des modalités d'utilisation des déchets de bois broyés par les 2 principaux clients de la société FERS ET METAUX (combustion et fabrication de panneaux de particules), l'installation de broyage de déchets de bois semble a priori ne pas relever d'un classement au titre de la rubrique 3532 de la nomenclature des ICPE.

Toutefois, pour s'en assurer, il est nécessaire de mener une analyse plus approfondie en se basant sur les 2 critères suivants portant sur les déchets de bois broyés sortant de l'établissement FERS ET METAUX :



- répondent-il à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910 de la nomenclature des ICPE ?

- sont-ils valorisés énergétiquement dans des installations de combustion ou d'incinération ?

En effet, la classification « bois B » ne correspond pas à une définition réglementaire de la nomenclature des ICPE (cf. la fiche technique « B : combustibles » du guide « Fiches techniques combustion », du 22/11/2019 - Ministère de la transition écologique et solidaire). Ce type de matériau peut soit répondre à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910 de la nomenclature des ICPE, soit répondre à la définition de déchet au sens réglementaire.

Ainsi l'installation de broyage est classable en 3532 dans les situations suivantes :

- si le matériau concerné est, au moins partiellement, du déchet (ne répond pas à la définition de la biomasse) ; dans ce cas, il ne devrait être brûlé que dans des installations d'incinération ;
- si le matériau concerné répond à la définition de biomasse mais alimente un incinérateur (ou co-incinérateur).

En revanche, ce n'est pas le cas dans les situations suivantes :

- s'il ne s'agit que de biomasse alimentant des installations de combustion ;
- si le matériau concerné sert à fabriquer des panneaux de particules.

### Conclusion

Les éléments d'informations communiqués jusqu'à présent par l'exploitant ne permettent pas d'exclure un éventuel classement de l'installation de broyage de déchets de bois au titre de la rubrique 3532 de la nomenclature des ICPE.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

#### Non-conformité n°2

absence de dossier et d'informations suffisantes portant sur un éventuel classement au titre de la rubrique 3532 des installations de broyage de déchets de bois, en application des articles L. 513-1 et R. 513-1 du code de l'environnement (fonctionnement au bénéfice des droits acquis).

En vue de lever l'incertitude sur la présente question, l'exploitant devra intégrer dans le dossier de porter à connaissance qu'il aura à fournir pour régulariser la situation administrative de son établissement (cf. le point de contrôle « Situation administrative » ci-avant) les éléments d'informations suivants :

- son registre des sorties de déchets de bois du site sur la période des 12 derniers mois, complété avec les champs suivants (à renseigner pour chaque sortie de déchets de bois broyé) :

\* le matériau concerné répond-il à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910 de la nomenclature des ICPE (O/N) ?

\* à quoi a servi le matériau concerné (fabrication de panneaux de particules, valorisation énergétique en installation de combustion, valorisation énergétique en installation d'incinération).

- toute pièce justificative sur la caractérisation du matériau (biomasse) et sur sa destination (à quoi a-t-il servi).

On entend par « biomasse », au sens de la rubrique 2910 de la nomenclature des ICPE :

a) les produits composés d'une matière végétale agricole ou forestière susceptible d'être employée comme combustible en vue d'utiliser son contenu énergétique ;

b) les déchets ci-après :

i) déchets végétaux agricoles et forestiers ;

ii) déchets végétaux provenant du secteur industriel de la transformation alimentaire, si la chaleur

produite est valorisée ; iii) déchets végétaux fibreux issus de la production de pâte vierge et de la production de papier à partir de pâte, s'ils sont coïncinérés sur le lieu de production et si la chaleur produite est valorisée ; iv) déchets de liège ; v) déchets de bois, à l'exception des déchets de bois susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux lourds à la suite d'un traitement avec des conservateurs du bois ou du placement d'un revêtement tels que les déchets de bois de ce type provenant de déchets de construction ou de démolition.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 4 : Hauteur des dépôts de déchets de bois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/12/2005, article 2.1, annexe I, rubrique 1530
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Comportement au feu
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Rubrique 1530-2 (déclaration) - Dépôts de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues [...] : stockages extérieurs de 5 000 m <sup>3</sup> composés de 5 îlots d'une superficie de 250 m <sup>2</sup> et d'une hauteur de 4 mètres (palettes, bois en vrac ou broyés). [...]
<b>Constats :</b>  Au cours de l'examen sur place, l'inspection constate : - l'absence de dispositifs mis en place par l'exploitant (comme des tiges graduées par exemple) pour permettre de contrôler le respect de la hauteur maximale des dépôts de déchets de bois stockés à l'extérieur ; - la présence de dépôts de déchets de bois dont la hauteur dépasse manifestement largement la hauteur maximale de 4 mètres. L'exploitant confirme : - ne pas contrôler le respect de cette prescription ; - que la hauteur du plus haut dépôt de déchets de bois présent sur le site dépasse 6 mètres.  <u>Non-conformité n°3</u> L'inspection des ICPE propose de mettre en demeure l'exploitant de s'assurer, dans un délai de 1 mois, qu'il respecte la hauteur maximale de 4 mètres pour les dépôts de déchets de bois stockés à l'extérieur, notamment en mettant en place des dispositifs permettant de le contrôler. Dans le cas contraire, il doit ramener la hauteur de ces dépôts à une valeur conforme dans ce même délai.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 5 : Nuisances causées au voisinage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/12/2005, article 21 et 24.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Envol de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 21 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2005 [...] Les installations doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions à l'atmosphère. Il est interdit d'émettre des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques. Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les installations respectent les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ; [...]  Article 24.2 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2005 Les locaux et les équipements doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment les voies de circulation pour éviter les amas de poussières. Les éléments légers qui se seront dispersés dans et hors de l'établissement doivent être régulièrement ramassés.
<b>Constats :</b>  Le 15/05/2025, l'inspection des ICPE a reçu 2 messages provenant d'entreprises exerçant leurs activités à Noidans-les-Vesoul se plaignant de nuisances causées par des nuages de poussières provenant de l'établissement FERS ET METAUX : - 1 SMS envoyé par l'établissement ETS 4 ; - 1 appel téléphonique provenant de l'établissement ETS 5. Dans le cadre d'une première visite réactive, l'inspection des ICPE s'est rendu sur place le jour même pour rencontrer les plaignants. Depuis l'extérieur du site le long de la rue des Saules, l'inspection des ICPE a pu constater le remplissage avec du bois déchiqueté d'une benne portant le logo du SYTEVOM au sein de l'établissement FERS ET METAUX : - création d'un dôme dépassant de la partie supérieure de la benne ; - tassement avec un grappin monté sur une grue, avec retrait de quelques poignées de matériaux en trop pour les déposer en tas à côté de la benne. L'inspection des ICPE a ensuite rencontré les plaignants en discussion avec le maire de Noidans-les-Vesoul, également alerté : ils ont confirmé la récurrence de ces nuisances (envols de poussières) et leur crainte d'impact sur leur santé. L'inspection des ICPE s'est ensuite rendue au sein de l'établissement FERS ET METAUX, en compagnie du maire, rencontrer le responsable du site de Noidans-les-Vesoul. Au cours de cet examen sur place, l'inspection des ICPE a constaté que : - l'atelier de broyage des déchets de bois était à l'arrêt ; - 2 tas de déchets de bois broyés étaient présents, l'un sous la trémie de sortie, et l'autre à côté de la trémie d'entrée, de l'atelier de broyage ; L'exploitant a alors déclaré que :

- cette installation vient d'être victime d'une panne au niveau d'un roulement, ce qui explique qu'elle soit à l'arrêt ce jour ; elle est équipée de dispositifs d'aspersion d'eau qui limitent les envols de poussières lorsqu'elle est en fonctionnement ;
- les activités de broyage ont lieu régulièrement toute l'année, en fonction des arrivages de déchets de bois à traiter, indépendamment des conditions météorologiques ;
- des envols de poussières ont pu effectivement être provoqués ce jour :
  - \* avec des bourrasques de vent assez importantes de direction Nord-Sud ;
  - \* en raison de la période relativement sèche actuelle ; le bois sec génère plus d'envols de poussières lors des activités de broyage et de manutention ;
  - \* la circulation des camions sur les sols couverts de poussières.

Il convient de programmer une nouvelle visite d'ici quelques jours.

Par contact téléphonique le 19/05/2025, le maire de Noidans-les-Vesoul nous informe que des administrés lui ont déclaré avoir constaté que les envols de poussières provenant de l'établissement FERS ET METAUX pouvaient également atteindre la pharmacie de Noidans-les-Vesoul la plus proche sise 19 avenue André Morizot (située dans le même rayon d'action inférieur à 200 m que les 2 établissements plaignants ETS 4 et 5).

Au cours de la présente visite (une semaine plus tard, le 23/05/2025), l'inspection des ICPE rencontre le président de la SAS FERS et METAUX qui déclare :

- ne pas avoir reçu de plaintes sur les dix dernières années directement de la part de victimes de ce type de nuisances ; il reconnaît cependant recevoir régulièrement (environ 1 fois par an) des signalements à ce propos de la part de la mairie de Noidans-les-Vesoul ;
- que son établissement est malencontreusement implanté dans un couloir de vent Nord-Sud qui souffle quasiment toute l'année ;
- que les activités de broyage sont effectivement réalisées tous les jours sur ce site.

Au cours de l'examen sur place (le 23/05/2025), l'inspection des ICPE constate le fonctionnement, de l'atelier de broyage de déchets de bois :

- des rampes d'aspersion d'eau sont effectivement en activité, au niveau de la trémie d'entrée, et au niveau du tapis de sortie, du broyeur ;
- le broyeur est alimenté par un grappin monté sur une grue, par poignées de déchets de bois extraites des dépôts situés autour ;
- les déchets de bois sortant du broyeur sont acheminés par tapis roulant jusqu'à une trémie au travers de laquelle ils s'écoulent dans la benne d'un camion équipé d'une bâche ;
- le camion avance de quelques décimètres dès lors qu'un dôme se forme au-dessus de la partie supérieure de la benne.

L'exploitant reconnaît que des envols de poussières peuvent également être provoqués par la simple circulation des camions à travers les pellicules de poussières qui se déposent sur la plateforme de stockage des déchets de bois. Un nettoyage régulier et fréquent pourrait sans doute limiter ce phénomène. Toutefois, l'exploitant n'est pas en mesure de le faire dans l'immédiat car la balayeuse du site est actuellement monopolisée par des activités de nettoyage sur l'autre établissement sis à Fougerolles-Saint-Valbert.

Suite à la présente visite, l'inspection des ICPE s'est rendue le jour même dans l'établissement voisin ETS 4 pour évaluer le niveau des nuisances provoquées par les activités de broyage venant d'être constatées.

Ce témoin déclare alors avoir dû fermer la porte du hangar d'entreposage des produits dans lequel il travaille, suite à la mise en route des activités de broyage chez son voisin, lorsque la teneur en poussières dans l'air est devenue insupportable.

Il montre à l'inspection des ICPE un stock de bidons de peinture neufs fraîchement déballés quelques heures auparavant, sur lesquels une fine couche de poussière s'y est déjà déposée.

Selon les archives de l'inspection des ICPE, les activités de broyage de déchets de bois exercées au sein de l'établissement FERS ET METAUX, en extérieur à l'air libre sans aucune protection, ont fait l'objet de plaintes récurrentes de la part des riverains pour les nuisances causées par les envols de poussières :

- en 2008, un établissement d'entreprise professionnelle (ETS 1), fait état de gêne occasionnée provoquant des allergies et conjonctivites sur le personnel de l'entreprise, ainsi que d'une pétition rassemblant 70 signatures ;
- durant la période 2015-2020, une société disposant d'un établissement (ETS 2) sis à proximité, fait état de plaintes émanant de ses salariés du site de Noidans-les-Vesoul, exposés à une pollution de l'air par les particules fines de bois inhalées par les salariés et qui se déposent sur l'environnement ; le comité d'hygiène, de sécurité, et des conditions de travail de cette entreprise (CHSCT), alerte sur les risques de maladies à court terme et de cancers, susceptibles d'être provoqués, des dizaines d'années après l'exposition (cf. fiche INRS sur les poussières de bois) ;
- en 2022, un particulier habitant dans un pavillon sis à proximité (dans un rayon de l'ordre de 260 m), signale être victime de nuages de particules fines embrumant la zone industrielle et la zone pavillonnaire avoisinante, provoquant irritation de la gorge et des yeux, et l'infiltration de fines poussières partout ;
- en 2023, 2 autres établissements sis à proximité (ETS 3 et 4) ont procédé à de multiples signalements, par téléphone et SMS, avec photographies et vidéos à l'appui ; ils avaient provoqué une précédente visite de l'inspection des ICPE sur place le 21/09/2023 à la rencontre des plaignants ; cette visite n'avait pu être conclusive dans la mesure où les opérations de broyage de déchets de bois n'avaient plus lieu au cours de la visite et où aucune émission de poussières significative n'avait pu être observée comme sortant du site exploité par la société FERS ET METAUX.

#### Non-conformité n°4

Compte tenu des multiples plaintes précitées et de leur récurrence étalée sur plus de 15 années (y compris un dernier SMS envoyé le 27/06/2025 par un des établissements sis à proximité [ETS 3]), compte tenu des pièces apportées comme éléments de preuves relatives aux nuages de poussières émis dans l'atmosphère par l'atelier de broyage de déchets de bois de l'établissement FERS ET METAUX et venant se déposer à proximité (au minimum dans un rayon de 260 m) sur la zone industrielle et sur la zone pavillonnaire avoisinante (cf. photographies et vidéos communiquées par les plaignants), il apparaît que les mesures mises en œuvre par l'exploitant pour prévenir ces envols de poussières, notamment les dispositifs d'aspersion d'eau qui équipent le broyeur, sont manifestement insuffisantes : l'établissement FERS ET METAUX émet des poussières qui incommode le voisinage et sont susceptibles de nuire à sa santé.

Par conséquent, l'inspection des ICPE propose de mettre en demeure l'exploitant :

- de réduire suffisamment, dans un délai de 6 mois, les émissions de poussières dans l'atmosphère, provoquées par les activités de broyage des déchets de bois, de manière à supprimer les inconvénients causés au voisinage et les risques pour la santé des personnes concernées ;
- de porter à la connaissance du préfet, dans un délai de 6 mois, un plan d'actions correctives visant à réduire les nuisances causées par ces envols de poussières, sur la base d'un diagnostic et d'une étude technico-économique.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des ICPE rappelle que l'exploitant avait évalué, dans ses 2 dossiers de demande d'autorisation, que les impacts sur l'air des rejets à l'atmosphère provoqués par les activités exercées sur son site industriel ne seraient pas significatifs :

- dossier déposé le 2 mars 2001 (cf. le sous-chapitre « 3.2.4. Émissions atmosphériques » du chapitre « 3.2. Analyse des effets directs et indirects, temporaires et permanents de l'installation sur l'environnement » de l'étude d'impact) : « Les activités exercées sur ce site de la société FERS et MÉTAUX n'engendreront qu'un impact minime sur l'air : [...] le trafic de véhicules sur le site sera faible et seuls les camions, [...] ainsi que le broyeur à bois généreront des gaz d'échappement composés pour l'essentiel de CO<sub>2</sub>, CO et Nox » ;
- le dossier déposé le 18 janvier 2005 (cf. le sous-chapitre « 3.2.5.1. Rejets à l'atmosphère » du chapitre « 3.2. Analyse des effets directs et indirects, temporaires et permanents de l'installation sur l'environnement » de l'étude d'impact) : « Les futures activités exercées sur le site de la société FERS et MÉTAUX ne généreront aucun rejet atmosphérique et donc aucun impact sur l'air. [...] Seuls, les gaz d'échappement des engins à moteur pourront être à l'origine d'émission d'oxyde d'azote ».

#### Non-conformité n°5

La situation réelle et effective d'émissions massives de poussières provenant des installations de broyage de déchets de bois de l'établissement FERS ET METAUX qui incommode le voisinage et sont susceptibles de nuire à sa santé, contraste de manière significative avec celles prévues par l'exploitant dans ses 2 dossiers de demande d'autorisation précités (impacts non-significatifs sur l'air des rejets à l'atmosphère provoqués par les activités exercées sur le site industriel FERS ET METAUX).

Aussi, l'exploitant devra intégrer dans le dossier de porter à connaissance qu'il aura à fournir pour régulariser la situation administrative de son établissement (cf. le point de contrôle « Situation administrative » ci-avant) une mise à jour de l'évaluation des impacts sur l'air des rejets à l'atmosphère provoqués par les activités exercées sur son site industriel, sur la base d'une étude environnementale prenant notamment en compte les nuisances dont les riverains se plaignent.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois